

Statistiques en bref

ECONOMIE ET FINANCES

STATISTIQUES
GÉNÉRALES ET
RÉGIONALES

25/2007

Auteur

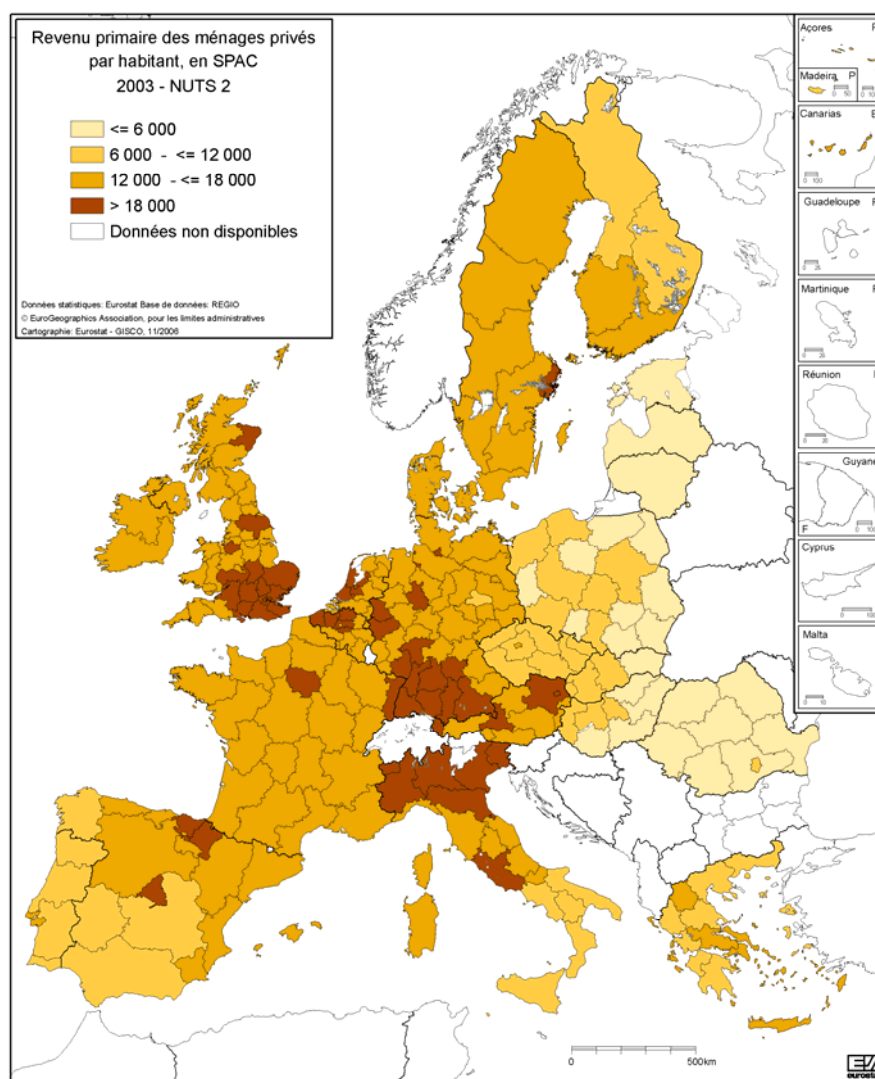
Andreas KRÜGER

Contenu

1. Introduction 2
2. Les régions britanniques en tête du classement..... 2
3. Les interventions de l'État réduisent les écarts 3
4. Certains nouveaux États membres ne rattrapent pas le retard 6
5. La dépendance des transferts sociaux s'accroît..... 7

Le revenu des ménages privés dans les régions de l'Union européenne, 2003

Graphique 1: Revenu primaire des ménages privés par habitant, en SPAC, 2003 – NUTS 2



Selon les dernières estimations pour 2003, le revenu primaire régional par habitant variait entre 2495 standards de pouvoir d'achat relatif à la consommation (SPAC, voir p. 11) dans la région Nord-Est de la Roumanie et 27346 SPAC dans la région britannique Inner London. Dans la région affichant la valeur la plus élevée, le revenu primaire représentait donc près de onze fois celui de la région où le niveau était le plus faible. La région la mieux classée dans les nouveaux États membres était Prague, en République tchèque, avec 14389 SPAC; cette valeur est très légèrement inférieure à la moyenne européenne.



1. Introduction

L'indicateur le plus souvent utilisé pour mesurer la prospérité des régions est le produit intérieur brut (PIB) régional. En règle générale, celui-ci est exprimé en standards de pouvoir d'achat (SPA) par habitant, afin de rendre les données comparables entre des régions de taille et de pouvoir d'achat différents.

Le PIB correspond à la somme en valeur des biens et des services produits dans une région par la population occupée dans cette région après déduction des intrants nécessaires. Mais en raison des nombreux liens interrégionaux et des interventions de l'État, le PIB généré dans une région ne correspond pas au revenu réellement disponible pour les habitants de cette région. Pour mieux se rendre compte de la situation économique d'une région, il convient donc de se référer également au revenu net des ménages privés.

Dans les pays fonctionnant selon les principes de l'économie de marché, où la redistribution est assurée par l'État, on distingue deux étapes dans la distribution du revenu.

La distribution primaire correspond au revenu des ménages privés résultant directement des opérations effectuées sur le marché, c'est-à-dire de l'achat et de la vente de facteurs de production et de biens. Il s'agit

principalement de la rémunération des travailleurs, c'est-à-dire du revenu de la vente du facteur de production «travail». Les ménages privés peuvent, en outre, percevoir des revenus de la propriété, et notamment des intérêts, des dividendes et des loyers. Enfin, il existe également un revenu résultant de l'excédent d'exploitation ou d'activités indépendantes. Le revenu primaire est diminué des intérêts et loyers éventuels à payer. Le solde de toutes ces transactions équivaut au revenu primaire des ménages privés.

Le revenu primaire est la base de la distribution secondaire du revenu qui représente le mécanisme de redistribution publique. Au revenu primaire s'ajoutent toutes les prestations sociales autres que transferts sociaux en nature et les transferts. À partir de cette enveloppe, les ménages doivent payer des impôts sur le revenu et le patrimoine, s'acquitter de cotisations sociales et effectuer des transferts. Le solde subsistant à l'issue de ces transactions est appelé revenu disponible des ménages privés.

Eurostat dispose depuis quelques années de données ventilées par région pour ces différentes catégories de revenus des ménages privés. Ces données sont collectées au niveau NUTS 2, dans le cadre des comptes régionaux.

2. Les régions britanniques en tête du classement

La carte 1 donne une vue d'ensemble du revenu primaire dans les régions NUTS 2 des 22 pays pris en compte ici. Des îlots de prospérité se distinguent clairement dans le sud de l'Angleterre, à Paris, à Bruxelles, dans le nord de l'Italie, à Vienne, à Madrid, dans l'ouest des Pays-Bas, à Stockholm, ainsi qu'en Rhénanie du Nord-Westphalie, dans la Hesse, dans le Bade-Wurtemberg et en Bavière. Les disparités nord-sud en Italie et en Espagne et les disparités est-ouest en Allemagne sont également flagrantes.

Dans les nouveaux États membres, ce sont uniquement les régions des capitales, et en particulier Prague, Bratislava, Közép-Magyarország (Budapest) et Mazowieckie (Varsovie), qui se distinguent par une richesse supérieure à la moyenne. Seulement dans ces régions ainsi que dans quatre autres régions tchèques, le revenu primaire des ménages atteint plus de la moitié de la moyenne européenne.

Le tableau 1 présente les dix régions NUTS 2 où le revenu primaire par habitant est le plus élevé et les dix régions où ce revenu est le plus faible. Sur les dix régions classées en tête, cinq se trouvent au Royaume-Uni, deux en Belgique, deux en Allemagne et une en France. Par rapport à 2002, ce groupe de tête compte une région allemande de plus et la région italienne en est sortie.

Sur les dix régions enregistrant le revenu primaire le plus bas, sept se trouvent en Roumanie (il s'agit de l'ensemble du pays, à l'exception de la région capitale

de Bucarest); sur les trois autres, deux se trouvent en Pologne et une en Lettonie. Par rapport à 2002, la composition de ce groupe n'a pas varié.

Comme le montrent clairement les valeurs du tableau 1, les revenus primaires par habitant dans les régions des 22 pays pris en compte ici restent fortement disparates: en 2003, le revenu de Inner London est presque 11 fois supérieur à celui de la région Nord-Est en Roumanie. En 1998, le facteur était d'environ 11,5. Ainsi, dans les 5 années en question, une légère convergence des revenus primaires s'est opérée.

À l'intérieur des États membres, les écarts sont beaucoup moins importants, puisque les revenus les plus élevés représentent en général entre 1,5 et deux fois les revenus les plus faibles. Il convient de noter les écarts particulièrement réduits en Irlande (où le revenu le plus élevé ne représente que 1,2 fois le revenu le plus faible) et en Autriche, où le revenu primaire par habitant le plus élevé (Vienne) ne dépasse que de 26 % le revenu le plus faible (Carinthie). En revanche, dans tous les nouveaux États membres, l'écart entre les revenus les plus bas et les revenus les plus élevés est plus du simple au double. Les écarts sont les plus marqués en Roumanie, où le facteur atteint presque 2,5.

Tableau 1: Les régions européennes ayant les revenus primaires les plus élevés/les plus bas, 2003

Région	Revenu primaire des ménages par habitant, 2003 en SPAC
Inner London (UK)	27346
Berkshire, Buckinghamshire and Oxfordshire (UK)	24604
Île de France (FR)	24483
Vlaams-Brabant (BE)	23842
Bedfordshire and Hertfordshire (UK)	23825
Oberbayern (DE)	23146
Surrey, East and West Sussex (UK)	23086
Outer London (UK)	22555
Brabant Wallon (BE)	22326
Stuttgart (DE)	21812
...	
Lubelskie (PL)	4828
Latvija (LV)	4731
Podkarpackie (PL)	4610
Vest (RO)	4143
Centru (RO)	3588
Nord-Vest (RO)	3374
Sud-Est (RO)	3124
Bedfordshire and Hertfordshire (UK)	19599
Sud-Vest (RO)	3023
Sud (RO)	2868
Nord-Est (RO)	2495

Source: Eurostat

L'évolution des chiffres entre 1998 et 2003, c'est-à-dire sur cinq ans, montre que l'écart entre les régions des nouveaux États membres comme la Roumanie se creuse, et ce de manière irrégulière. Cette évolution résulte notamment du développement économique dynamique des régions des capitales, qui apparaît aussi clairement dans le produit intérieur brut.

Par contre, l'écart entre les régions n'a guère évolué dans la plupart des États membres de l'UE-15. Il s'est réduit considérablement en Grèce et en Italie mais il s'est nettement creusé au Royaume-Uni et en Finlande.

3. Les interventions de l'État réduisent les écarts

Tableau 2: Les régions européennes ayant les revenus disponibles les plus élevés/les plus bas, 2003

Région	Revenu disponible des ménages par habitant, 2003 en SPAC
Inner London (UK)	21530
Surrey, East and West Sussex (UK)	20311
Berkshire, Buckinghamshire and Oxfordshire (UK)	19957
Bedfordshire and Hertfordshire (UK)	19599
Île de France (FR)	18883
Outer London (UK)	18736
Essex (UK)	18287
Emilia-Romagna (IT)	18171
Lombardia (IT)	18045
Wien (AT)	18042
...	
Eesti (EE)	5074
Podkarpackie (PL)	4916
Latvija (LV)	4659
Vest (RO)	3991
Centru (RO)	3488
Nord-Vest (RO)	3325
Sud-Est (RO)	3072
Sud-Vest (RO)	3010
Sud (RO)	2918
Nord-Est (RO)	2547

Source: Eurostat

en Pologne et en Slovaquie. Sous l'effet de la redistribution par l'État, le revenu par habitant dans la région la plus prospère des pays pris ici en considération ne représente plus 11 fois, mais seulement 8,5 fois le revenu par habitant de la région la moins prospère. En 1998, c'est-à-dire cinq ans plus tôt, l'écart était encore de 9,3 fois dans l'ensemble des pays. Ainsi, une convergence légère mais tangible se profile au niveau du revenu disponible.

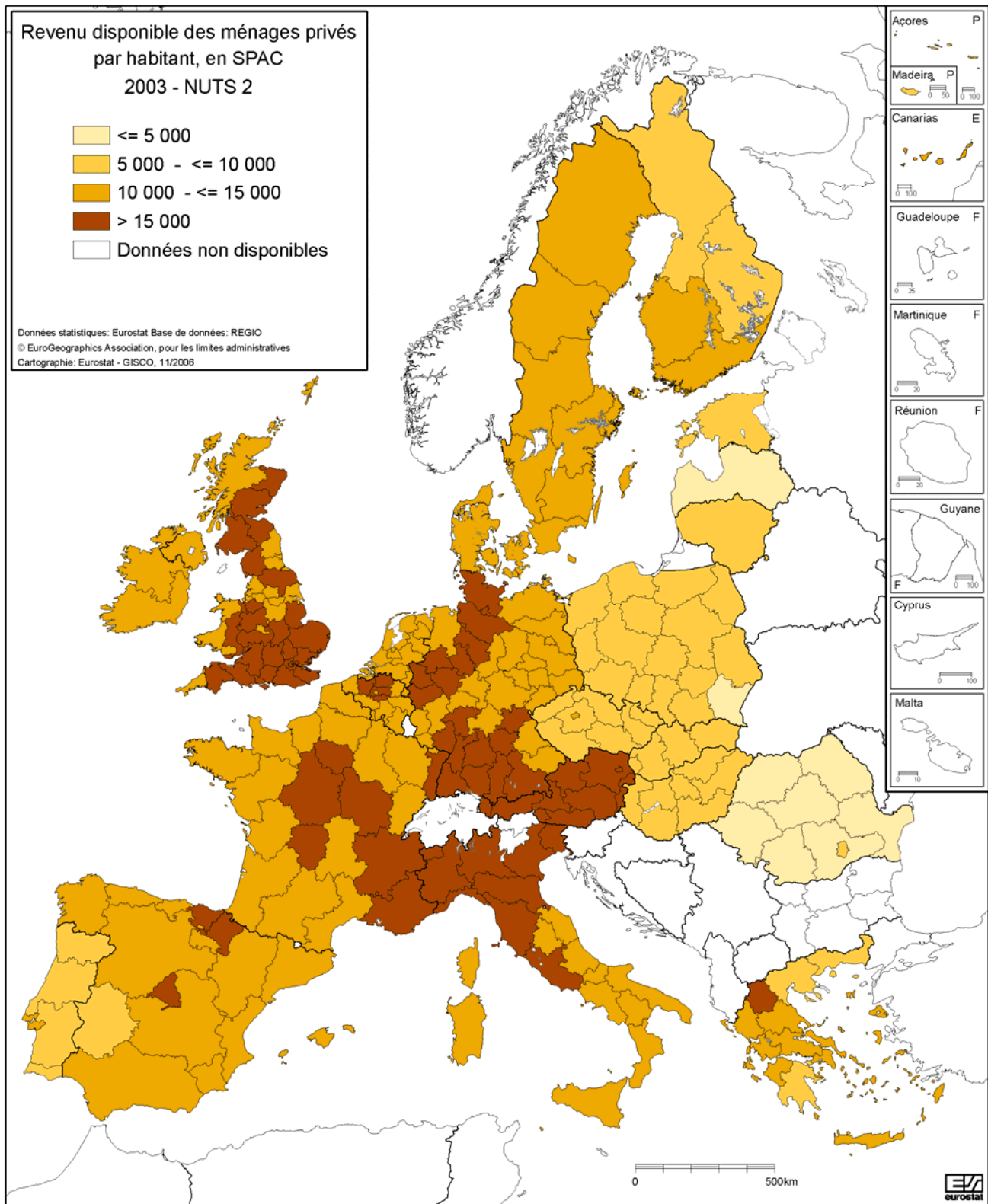
Une analyse par pays montre que, dans la plupart des cas, les interventions publiques ont permis de réduire les écarts du revenu des ménages entre les régions d'un cinquième à un sixième. L'Allemagne, où l'écart s'est réduit d'un tiers, et le Royaume-Uni, où il s'est réduit d'un quart, se distinguent nettement des autres pays. L'Irlande et l'Autriche affichent des valeurs particulièrement basses de 5 % ce qui n'est pas surprenant sachant que dans ces deux États membres, le revenu primaire est d'ores et déjà réparti équitablement.

À la différence du revenu primaire, le revenu disponible dépend dans une large mesure des interventions de l'État, ainsi que d'autres transferts (voir les notes méthodologiques à la fin de la présente publication). En raison des impôts perçus par l'État, le revenu disponible est généralement moindre que le revenu primaire.

Une comparaison entre les cartes 1 et 2 montre que les interventions de l'État au moyen des impôts et des prestations sociales entraînent un nivellement considérable des revenus. Le rééquilibrage des revenus entre les régions est nettement perceptible en Espagne et en Allemagne, en Italie du Sud et du centre, au Royaume-Uni et en Autriche, mais aussi aux Pays-Bas,

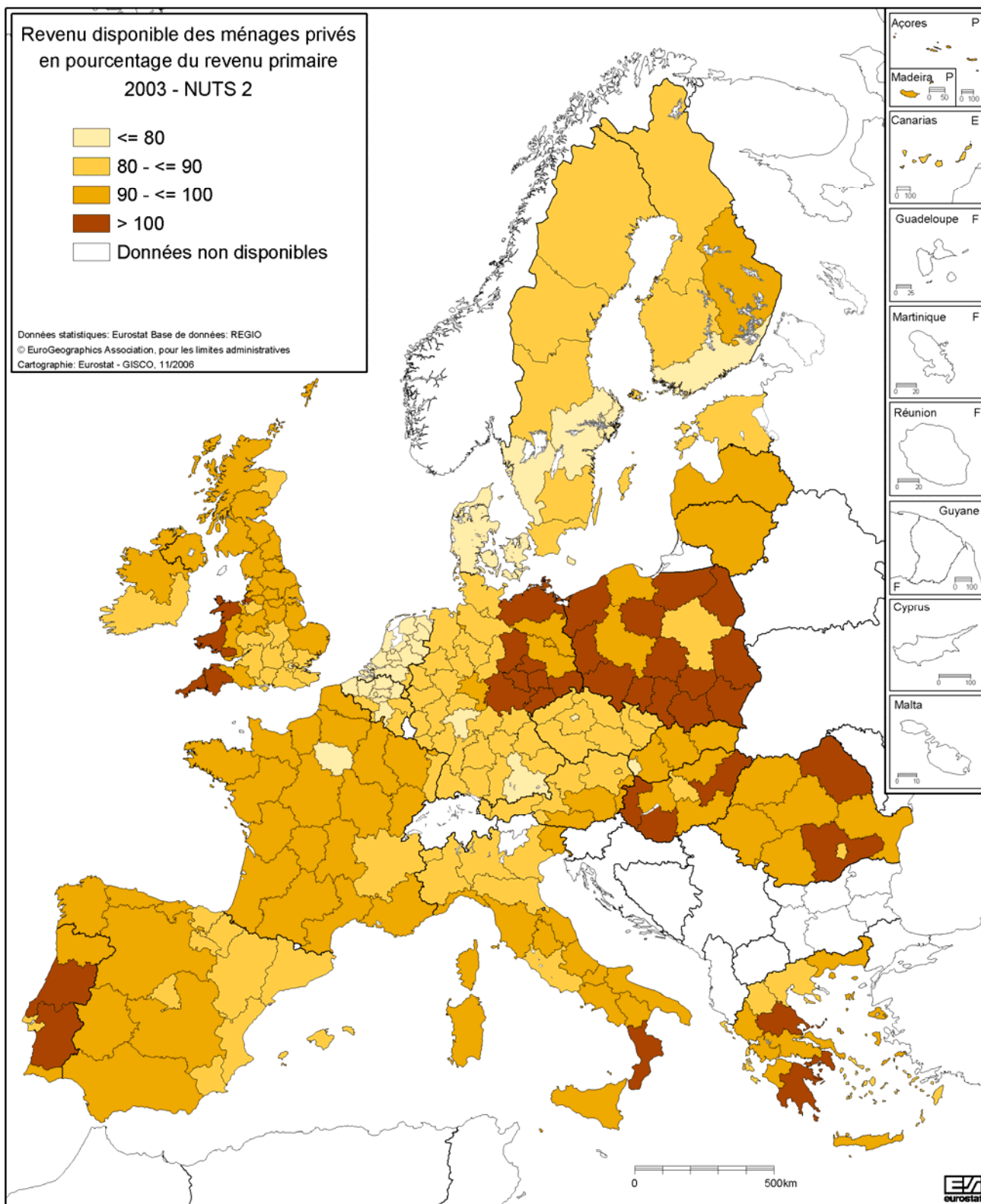
Le tableau 2 présente les dix régions NUTS 2 où le revenu disponible par habitant est le plus élevé et les dix régions où il est le plus faible. Il est ici intéressant de procéder à une comparaison avec le revenu primaire (tableau 1): il apparaît que les deux régions belges et les deux régions allemandes en tête du classement pour le revenu primaire ne figurent plus parmi les dix premières régions en termes de revenu disponible. En contrepartie, deux régions italiennes et une région autrichienne entrent dans le groupe de tête. Les régions britanniques s'imposent dans le classement du revenu disponible avec 6 régions sur les 10 régions en tête, soit encore plus que dans le cas du revenu primaire.

Graphique 2: Revenu disponible des ménages privés par habitant, en SPAC, 2003 – NUTS



Source: Eurostat

Graphique 3: Revenu disponible des ménages privés en pourcentage du revenu primaire, 2003 – NUTS 2



Source: Eurostat

En revanche, les deux tableaux sont similaires lorsqu'il s'agit de la fin du classement. Il apparaît toutefois que les interventions de l'État dans le revenu des ménages en Roumanie et dans les États baltes en termes nets sont limitées proportionnellement.

Dans d'autres pays, les interventions de l'État sur la distribution du revenu ont eu divers effets, comme le montre la carte 3. Les interventions de l'État sous forme d'impôts et de prestations sociales, d'une part, et des autres transferts, d'autre part, peuvent avoir pour conséquence que le revenu disponible dépasse largement le revenu primaire. En 2003, tel était le cas dans 36 régions sur 252. Les régions concernées se concentrent en Pologne (13 régions sur 16), en Allemagne de l'Est (8 régions) ainsi qu'au Royaume-Uni (4 régions). S'ajoutent aussi quelques régions en Grèce, en Hongrie, au Portugal, en Roumanie ainsi qu'en Italie.

Tableau 3: Les régions européennes ayant les revenus disponibles les plus élevés par rapport aux revenus primaires, 2003

Région	Revenu disponible en % du revenu primaire, 2003
Dessau (DE)	110.7
Chemnitz (DE)	109.6
Halle (DE)	108.5
Lubelskie (PL)	108.3
Dél-Dunántúl (HU)	107.7
Świętokrzyskie (PL)	107.6
Podkarpackie (PL)	106.6
Cornwall and Isles of Scilly (UK)	105.7
Észak-Alföld (HU)	105.4
Leipzig (DE)	105.1
Dresden (DE)	105.0
West Wales and The Valleys (UK)	105.0
Magdeburg (DE)	104.9
Śląskie (PL)	104.7
Łódzkie (PL)	104.4
Lubuskie (PL)	104.3
Alentejo (PT)	103.9
Warmińsko-Mazurskie (PL)	103.9
Centro (PT)	103.7
Małopolskie (PL)	103.5

Source: Eurostat

Comme le montre le tableau 3, le revenu disponible ne dépasse jamais le revenu primaire de plus de 10 % dans ces régions, à une exception près. La plupart de ces régions a un potentiel économique relativement faible, leur PIB par habitant étant inférieur à 75 % de la moyenne de l'UE-25.

Une comparaison avec la situation de 1998 montre qu'en 5 ans, la situation a considérablement évolué. À l'époque, le revenu disponible n'était supérieur au revenu primaire que dans 26 régions; 7 se trouvaient en

Allemagne de l'Est, 6 en Pologne et 5 au Royaume-Uni. La croissance considérable de ce groupe s'explique essentiellement par l'augmentation du nombre des régions polonaises qui est passé de 6 à 13. Dans cet État membre, le revenu disponible est inférieur au revenu primaire seulement dans les centres économiques aux environs de Varsovie, Gdansk et Poznan.

4. Certains nouveaux États membres ne rattrapent pas le retard

Outre une comparaison des régions pour une année en particulier, il est fondamental d'observer comment les revenus des régions évoluent par rapport à la moyenne européenne. Afin d'évaluer cette tendance, il convient d'utiliser une moyenne UE-21 sachant que Chypre, Luxembourg, Malte et la Slovaquie n'ont pas encore communiqué leurs données. Cette moyenne UE-21 peut toutefois s'apparenter à la moyenne de l'UE-25 sachant que la population des quatre États membres précités réunis représente moins d'un pourcentage de la population totale de l'UE-25.

Comme le montre le tableau 4, la position relative du revenu primaire a oscillé pendant la période 1998-2003 de +18,6 points de pourcentage à Notio Aigaio (Grèce) à -19,7 points de pourcentage dans la vallée d'Aoste (Italie). Aux deux extrémités du classement apparaissent de fortes concentrations dans quelques rares pays: ainsi, sur les 20 régions affichant le développement le plus dynamique se trouvent 10 régions espagnoles, 7 régions britanniques, une région grecque, une région tchèque et une région roumaine.

À l'autre extrémité du classement se trouvent 11 régions allemandes et 9 régions italiennes. Le développement économique est donc clairement en dessous de la moyenne dans ces deux États fondateurs de l'UE.

Outre la concentration, il apparaît, à la tête du classement, que seule une région des nouveaux États membres (Prague) ainsi que Bucarest (Roumanie) y figurent. Une analyse plus précise des données confirme que la plupart des régions des nouveaux États membres ont eu plus de mal que prévu à rattraper leur retard. Cela est surtout vrai en Pologne où seule la région Świętokrzyskie a pu rattraper la moyenne UE-21 de 0,9 point de pourcentage. Les 15 autres régions polonaises ont enregistré un recul relatif à la moyenne UE-21. En République tchèque et en Slovaquie, une majorité de régions a légèrement reculé par rapport à la moyenne de l'Union tandis que les régions des capitales ont pu poursuivre leur développement dynamique.

Tableau 4: Changement de la position relative du revenu primaire en points de pourcentage de la moyenne UE-21, 2003, par rapport à 1998

Evolution relative du revenu primaire des ménages par habitant (SPAC) en points de pourcentage de la moyenne UE-21, 2003, par rapport à 1998			
Région		Région	
Notio Aigaio (EL)	18.6	Köln (DE)	-11.8
Inner London (UK)	17.9	Schwaben (DE)	-11.8
Comunidad Foral de Navarra (ES)	16.5	Umbria (IT)	-11.9
Pais Vasco (ES)	13.1	Düsseldorf (DE)	-12.2
Comunidad de Madrid (ES)	12.7	Detmold (DE)	-12.2
Bedfordshire and Hertfordshire (UK)	12.7	Hannover (DE)	-12.4
Bucuresti (RO)	12.1	Braunschweig (DE)	-12.5
Aragón (ES)	12.0	Oberfranken (DE)	-12.7
Berkshire, Buckinghamshire and Oxfordshire (UK)	11.9	Mittelfranken (DE)	-13.0
Cataluña (ES)	11.8	Lazio (IT)	-13.1
Praha (CZ)	11.4	Toscana (IT)	-13.5
Cantabria (ES)	11.1	Liguria (IT)	-13.5
Surrey, East and West Sussex (UK)	10.0	Oberbayern (DE)	-13.7
Hampshire and Isle of Wight (UK)	9.5	Veneto (IT)	-14.9
Kent (UK)	9.4	Piemonte (IT)	-15.8
East Anglia (UK)	9.2	Lombardia (IT)	-15.9
Región de Murcia (ES)	9.0	Schleswig-Holstein (DE)	-16.6
La Rioja (ES)	8.8	Emilia-Romagna (IT)	-18.9
Andalucía (ES)	8.8	Berlin (DE)	-18.9
Castilla y León (ES)	8.7	Valle d'Aosta/Vallée d'Aoste (IT)	-19.7

Source: Eurostat

5. La dépendance des transferts sociaux s'accroît

Les résultats décrits à l'article 3 confirment que le revenu des ménages est, dans de nombreuses régions, complété largement par les transferts publics (SEC, variable D.62). La carte 4 montre que cela est surtout vrai dans les pays de l'UE-15. Le volume des transferts sociaux y représentent, dans la plupart des régions, entre 20 et 40 % du revenu disponible. Le tableau 5 montre qu'en Allemagne de l'Est, les chiffres atteignent jusqu'à 48 % (région de Dessau). Le Danemark ainsi que certaines régions de Finlande et de Suède atteignent aussi plus de 40 %; traditionnellement, l'État intervient fortement dans la distribution du revenu dans ces pays.

En contrepartie, les valeurs relatives des nouveaux États membres sont nettement plus basses, notamment en Roumanie. Les régions les plus dépendantes des transferts dans les nouveaux États membres sont Eszak-Magyarország (Hongrie) avec 33,0 % et Eszak-Alföld (Hongrie) avec 31,8 %, Podkarpackie et Lubelskie dans l'Est de la Pologne avec 28,7 % dans les deux cas et Moravskoslezsko (République tchèque) avec 28,6 %.

Le tableau 5 montre que les régions en queue de la répartition se trouvent presque toutes en Roumanie ainsi que Bratislava (Slovaquie), la Lituanie et Dytiki Makedonia (Grèce). Dans les pays de l'UE-15, seules la

Grèce et l'Espagne affichent des valeurs comparables à celles des nouveaux États membres, à savoir de 15 à 25 %.

Tableau 5: Les régions européennes affichant les transferts sociaux les plus élevés/les plus bas par rapport au revenu disponible, 2003

Région	Part des transferts sociaux dans le revenu disponible, 2003 (en %)
Dessau (DE)	48.1
Halle (DE)	47.9
Övre Norrland (SE)	46.7
Chemnitz (DE)	46.0
Norra Mellansverige (SE)	45.5
Leipzig (DE)	45.1
Magdeburg (DE)	45.0
Mecklenburg-Vorpommern (DE)	45.0
Mellersta Norrland (SE)	44.8
Dresden (DE)	44.7
...	
Nord-Est (RO)	16.1
Sud-Vest (RO)	15.5
Lietuva (LT)	14.8
Dytiki Makedonia (EL)	14.7
Sud-Est (RO)	14.5
Centru (RO)	14.5
Bucuresti (RO)	13.9
Nord-Vest (RO)	13.8
Vest (RO)	13.4
Bratislavský kraj (SK)	12.6

Source: Eurostat

La carte 5 représente l'évolution sur 5 ans entre 1998 et 2003. Elle montre que dans de nombreuses régions de l'Union, la dépendance des ménages vis-à-vis des transferts a continué de s'accroître. Parmi les pays de l'UE-15, l'évolution au Portugal est frappante: tandis que la croissance économique ralentissait, la dépendance des revenus des ménages vis-à-vis des transferts a augmenté de près de 3 points de pourcentage dans presque toutes les régions continentales. L'Allemagne a connu un développement analogue: la proportion des transferts a continué de progresser dans 35 régions sur 41, et ce également dans des régions d'Allemagne de l'Ouest relativement prospères telles qu'en Haute-Franconie et en Basse-Bavière en Bavière ou à Hanovre et à Luneburg en Basse-Saxe. En Belgique et surtout en Grèce, on observe une nette augmentation des transferts ainsi qu'un développement économique avantageux; dans ces pays, des marges de manœuvre économiques ont manifestement été utilisées au profit d'une redistribution régionale du revenu. Par ailleurs, l'Espagne et les Pays-Bas affichent une dépendance vis-à-vis des transferts légèrement en baisse et la France, la Finlande et la Suède enregistrent des reculs relativement importants.

Dans les nouveaux États membres ainsi qu'en Roumanie, le développement entre 1998 et 2003 a été particulièrement hétérogène. Si la part des transferts a augmenté de 2-3 points de pourcentage dans les régions tchèques, en Slovaquie et en Roumanie particulièrement, elle a nettement baissé. La Hongrie enregistre les plus fortes augmentations, ce qui est d'autant plus étonnant que les données hongroises ne se réfèrent qu'à la période 2000-2003. Ainsi, dans ces quatre pays, les politiques publiques de redistribution régionale croissante ou décroissante ont des effets tangibles. Pour sa part, la Pologne a évolué différemment. Dans l'ensemble, il n'y a qu'une légère hausse au niveau des transferts, avec des augmentations plus fortes dans les voïvodies économiquement plus défavorisées dans le Sud et dans l'Est ainsi qu'à la frontière avec l'Allemagne.

Tableau 6: Les régions européennes où la part des transferts sociaux dans le revenu disponible a évolué le plus fortement, 2003, par rapport à 1998

Région	Changement de la part des transferts sociaux dans le revenu disponible entre 1998 et 2003 en points de pourcentage
Dél-Dunántúl (HU)	8.5
Voreio Aigaio (EL)	6.7
Attiki (EL)	5.3
Norte (PT)	4.7
Peloponnisos (EL)	4.7
Thessalia (EL)	4.6
Moravskoslezsko (CZ)	4.6
Dytiki Ellada (EL)	4.4
Severozápad (CZ)	4.4
Opolskie (PL)	4.4
...	
Midi-Pyrénées (FR)	-3.2
Groningen (NL)	-3.3
Lorraine (FR)	-3.4
Centru (RO)	-3.5
Pohjois-Suomi (FI)	-3.5
Etelä-Suomi (FI)	-3.8
Åland (FI)	-4.1
Nord-Est (RO)	-4.3
Nord-Pas-de-Calais (FR)	-4.6
Latvija (LV)	-6.7

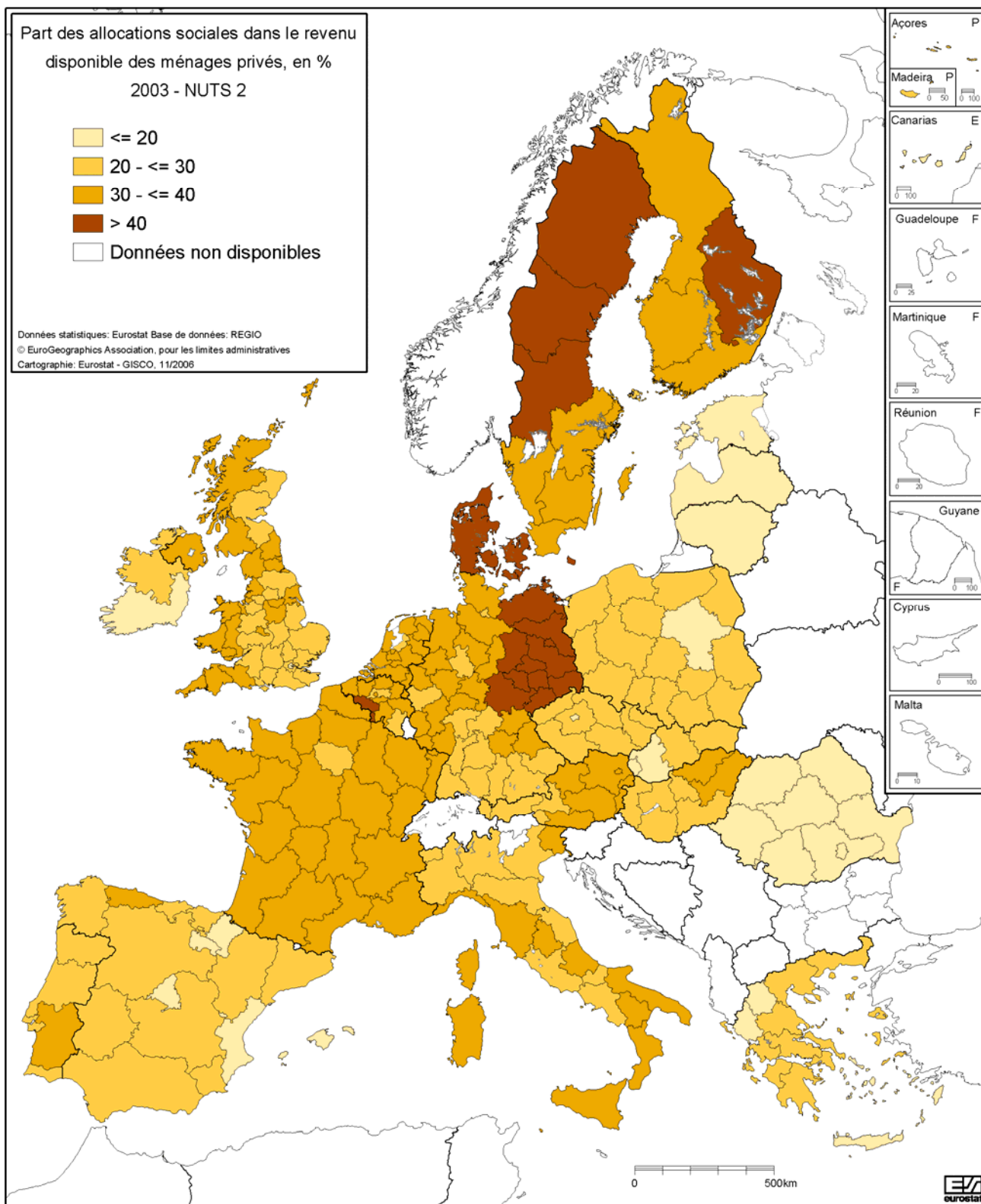
Hongrie: changement entre 2000 et 2003

Source: Eurostat

Le tableau 6 montre les dix régions NUTS 2 qui ont connu respectivement le changement le plus marqué et le plus faible de transferts en points de pourcentage du revenu disponible. Sur les dix régions en tête de classement, 5 se trouvent en Grèce, dont la région capitale Attiki, et deux en République tchèque. L'augmentation la plus forte est enregistrée par la région hongroise Dél-Dunántúl.

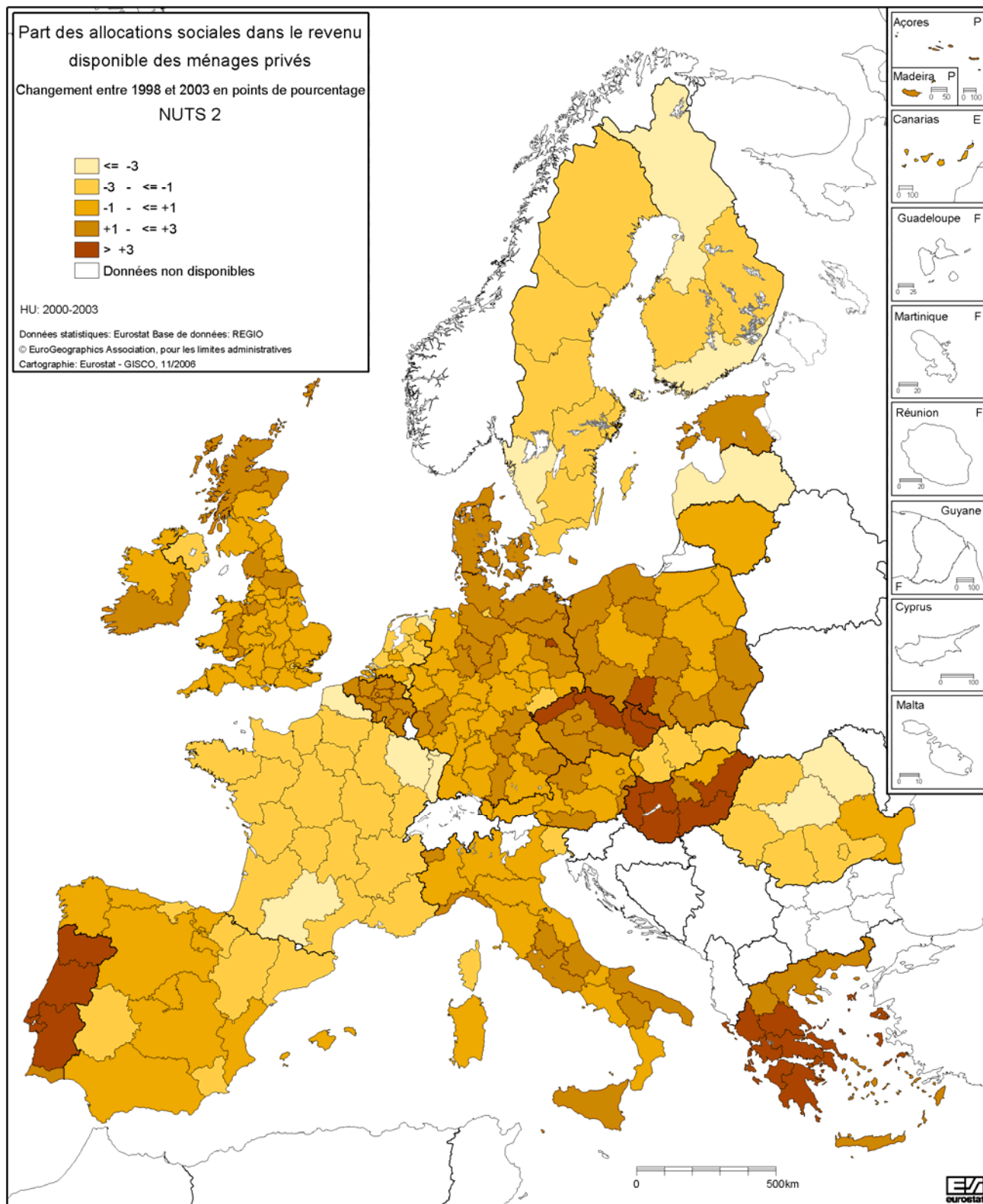
En revanche, la fin du classement est moins concentrée. On y trouve trois régions finlandaises et trois régions françaises, deux régions roumaines ainsi qu'une région aux Pays-Bas. C'est en Lettonie que la part des transferts a baissé le plus fortement, avec -6,7 points de pourcentage.

Graphique 4: Part des allocations sociales dans le revenu disponible des ménages privés, en %, 2003 – NUTS 2



Source: Eurostat

Graphique 5: Part des allocations sociales dans le revenu disponible des ménages privés, changement entre 1998 et 2003 en points de pourcentage – NUTS 2



Source: Eurostat

➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR – NOTES METHODOLOGIQUES

Lorsqu'il s'agit d'analyser les revenus des ménages, il importe tout d'abord de décider dans quelle unité de mesure les données devraient être exprimées pour que les comparaisons entre les régions soient significatives. Aux fins des comparaisons interrégionales, le PIB régional est généralement exprimé en standards de pouvoir d'achat (SPA). L'objectif est de permettre une comparaison en termes de volume. Il conviendrait de procéder de la même manière avec les variables du revenu des ménages privés de sorte que ces-dernières soient converties au moyen de standards de pouvoir d'achat spécifiques, dénommés standards de pouvoir d'achat relatif à la consommation (SPAC).

À l'heure actuelle, Eurostat ne dispose pas encore d'un ensemble de données complet au niveau NUTS 2. Il manque toujours des données pour les régions

suivantes: Provincia Autonoma Bolzano et Provincia Autonoma Trento en Italie, Chypre, Luxembourg, Malte et Slovénie. Pour les régions suivantes, les données ne sont pas encore disponibles pour toutes les années: Ceuta et Melilla en Espagne ainsi que les départements d'outre-mer français. Les données pour la Hongrie sont disponibles à partir de 2000 et pour la Roumanie à partir de 1998. Au total, 21 États membres ont communiqué des données pour 248 régions NUTS 2.

Les données qui sont parvenues à Eurostat après le 16 octobre 2006 n'ont pas été prises en compte dans la présente publication. Toutes les données sont disponibles sur le site Internet d'Eurostat (voir lien p. 12).

Dans la comptabilité nationale, les comptes de distribution du revenu sont définis comme suit:

Compte de distribution primaire du revenu des ménages privés










Emplois	Ressources
D.4 Revenus de la propriété	B.2/B.3 Excédents d'exploitation/revenus mixtes
	D.1 Rémunération des salariés
B.5 Solde des revenus primaires	D.4 Revenus de la propriété

Compte de distribution secondaire du revenu des ménages privés

Emplois	Ressources
D.5 Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	B.5 Revenus primaires
D.61 Cotisations sociales	D.62 Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature
D.7 Autres transferts courants	D.7 Autres transferts courants
B.6 Revenu disponible	

Pour en savoir plus :

Données : [Site web EUROSTAT/Page d'accueil/Statistiques générales et régionales/Données](#)

-  **Statistiques générales et régionales**
 -  Indicateurs conjoncturels européens et nationaux
 -  **Statistiques régionales**
 -  Statistiques agricoles
 -  Statistiques démographiques
 -  **Comptes économiques - SEC95**
 -  Indicateurs du produit intérieur brut - SEC95
 -  Comptes de branches - SEC95
 -  **Comptes des ménages - SEC95**

Les journalistes peuvent contacter le service média support :

Bâtiment BECH, Bureau A4/125
L - 2920 Luxembourg

Tel. (352) 4301 33408
Fax (352) 4301 35349

E-mail: eurostat-mediasupport@ec.europa.eu

European Statistical Data Support:

Eurostat a mis en place, conjointement avec les membres du "Système statistique européen", un réseau de centres d'appui, qui couvrira presque tous les États membres et certains pays de l'AELE.

La mission de ces centres sera d'aider et d'orienter les utilisateurs qui se procureront des données statistiques européennes sur l'internet.

Vous trouverez sur notre site internet des informations sur ce réseau de centres d'appui:
<http://ec.europa.eu/eurostat/>

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à :

l'Office des publications officielles des Communautés européennes.

2, rue Mercier
L - 2985 Luxembourg

URL: <http://publications.europa.eu>
E-mail: info-info-opoce@ec.europa.eu
